

Empreinte carbone : l'avertissement de la présidente du Haut conseil pour le climat sur le véritable impact de notre consommation

LCI 22 07 19 - Matthieu Jublin

RÉCHAUFFEMENT - La présidente du Haut conseil pour le climat, Corinne Le Quéré, a rappelé ce lundi sur France Inter que "ce qui est important, c'est de suivre l'empreinte carbone de la France". Car celle-ci prend aussi en compte les gaz à effet de serre causés par la fabrication des produits que nous importons.

Les gaz à effet de serre ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. C'est le sens du rappel exprimé ce lundi par Corinne Le Quéré, la présidente du Haut conseil pour le climat (HCC), sur France Inter. Un mois après la publication du premier rapport du HCC, appelant la France à "agir en cohérence" avec ses ambitions, la climatologue à la tête de ce groupe consultatif de 12 scientifiques a déclaré que "ce qui est important, c'est de suivre l'empreinte carbone de la France".

Pourquoi cette déclaration ? Parce que contrairement au "bilan carbone", qui mesure les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites sur le territoire national, l'"empreinte carbone" mesure les GES liés à notre consommation, en incluant donc ceux causés par la fabrication de nos - nombreux - produits importés. Explications.



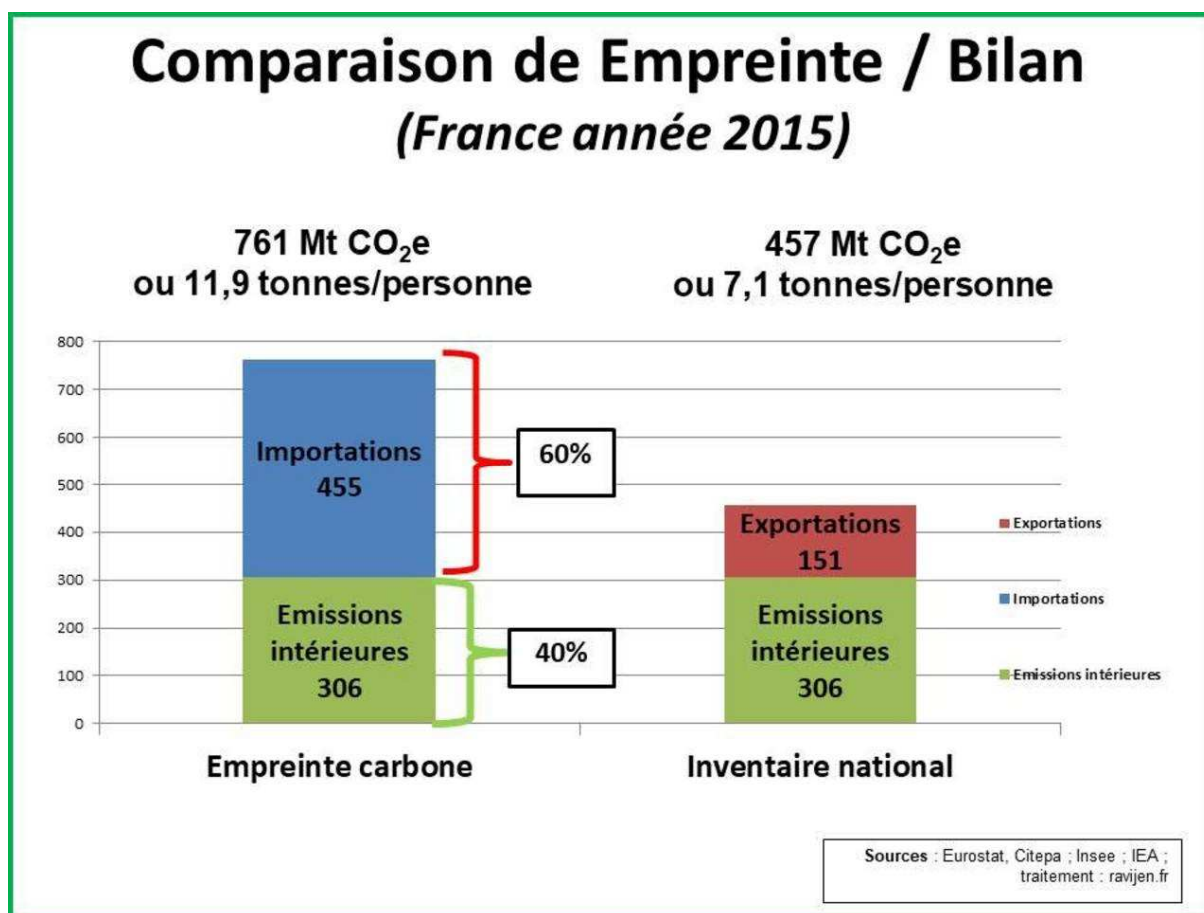
"Pour répondre au changement climatique, il faut vraiment que les émissions globales baissent, explique Corinne Le Quéré. En France, on a des efforts à faire sur nos émissions nationales, sur l'énergie qu'on produit et qu'on utilise sur place, mais on a aussi une empreinte carbone à l'étranger qui vient du commerce, de ce qui est produit à l'étranger et qu'on importe, qu'on consomme en France. Et là c'est beaucoup plus difficile de savoir ce qu'on doit faire pour réduire ces émissions. On va regarder ça cette année plus en détail au Haut conseil pour le climat. Mais ce qui est important c'est de de suivre l'empreinte carbone de la France."

La France est plus propre car elle fait fabriquer ailleurs le plus sale

Jean-Marc Vittori

L'empreinte carbone d'un pays correspond à ses émissions intérieures (les produits "made in France" consommés par des Français, pour résumer) auxquelles s'ajoutent les émissions liées aux importations (par exemple, un vêtement acheté en France mais fabriqué au Bangladesh). Le bilan carbone - ou "inventaire national carbone" - correspond, quant à lui, aux émissions produites sur le territoire, peu importe le lieu où sont consommés les produits (il peut donc s'agir

des voitures fabriquées en France et destinées à la fois au marché français ou à l'exportation). Or, comme le montre ce graphique réalisé par le blog rajiven.fr à partir des données du think tank The Shift Projet, l'empreinte carbone moyenne d'un Français est beaucoup plus importante que son bilan carbone.



La raison de ce décalage est simple : la France importe plus de produits qu'elle n'en exporte. Notamment des produits dont la fabrication entraîne beaucoup d'émissions de GES. "La France est plus propre car elle fait fabriquer ailleurs le plus sale", résumait Jean-Marc Vittori dans Les Échos début mai, au moment où Eurostat révélait que les émissions de CO₂ depuis le territoire français avaient baissé de 2,5% entre 2017 et 2018.

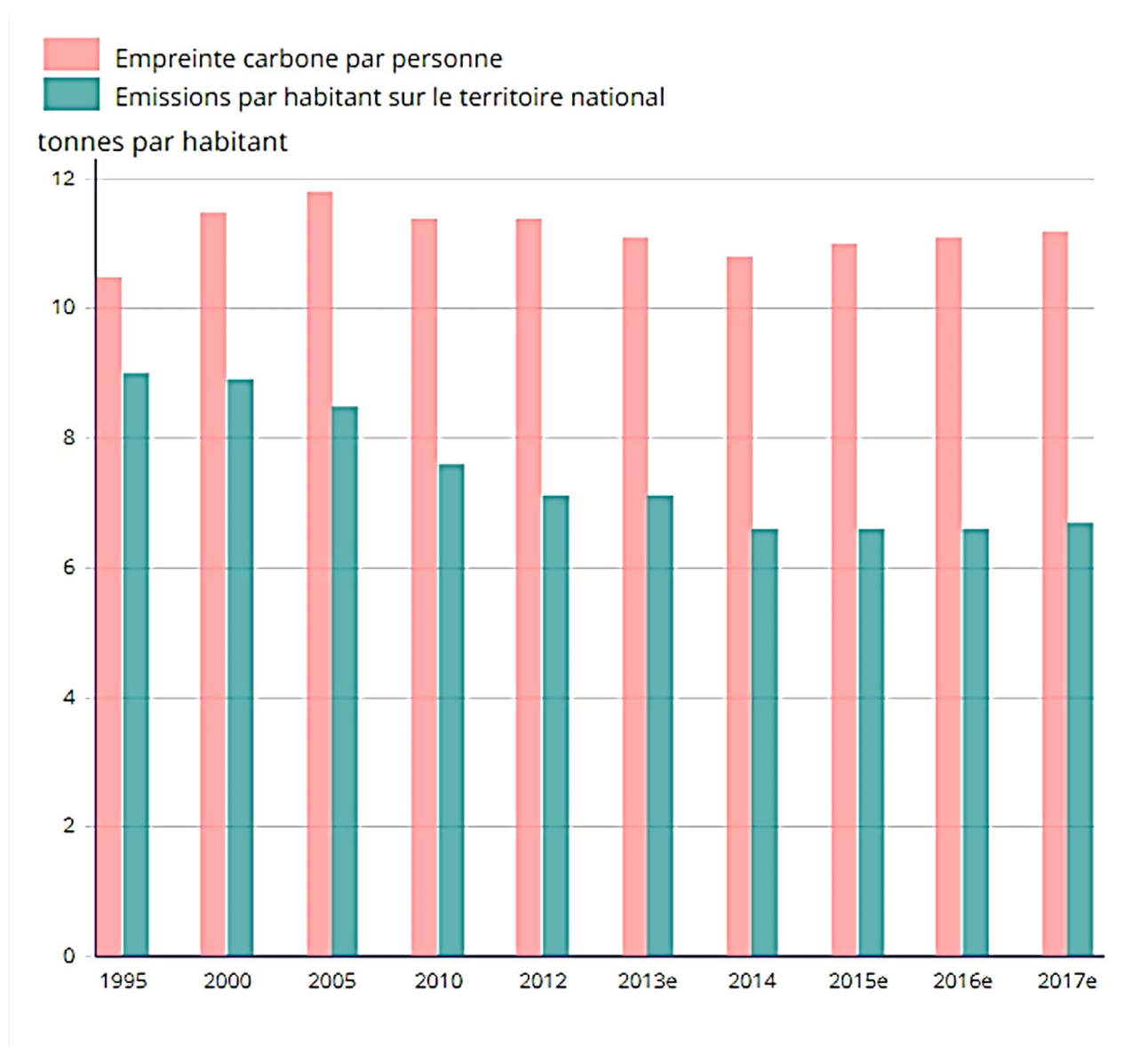
Alors que les dernières semaines ont été marquées par le débat entre partisans et opposants au Ceta, l'accord de libre-échange entre UE et Canada, les déclarations de Corinne Le Quéré viennent rappeler que le réchauffement climatique causé par la consommation moyenne d'un Français ne provient pas seulement de la production de biens en France, mais en bonne partie de ce que nous faisons venir d'ailleurs.

Le bilan carbone baisse, l'empreinte carbone augmente

Déjà, le premier rapport du Haut conseil pour le climat soulignait l'importance de la prise en compte de l'empreinte carbone pour évaluer le véritable impact de notre mode de vie. "Les émissions nettes importées représentent 60% des émissions nationales en 2015 (271 MtCO₂e) et s'ajoutent à elles pour former l'empreinte carbone (731 MtCO₂e). Ces émissions traduisent l'impact du mode de vie en France. Elles sont associées aux produits et services consommés en France qui proviennent de l'étranger, et pour lesquels les émissions sont comptabilisées ailleurs, moins celles associées aux produits et services produits en France qui sont consommés à l'étranger".

Comme le montre ces courbes de l'Insee, le bilan carbone français a diminué depuis 1995, passant de 9 tonnes équivalent-carbone (t eq CO₂,) par habitant et par an en 1995, à moins de 7 t eq CO₂ en 2017. Mais l'empreinte carbone a augmenté, pour dépasser 11 t eq CO₂, par habitant et par an en 2017. Selon le HCC, celle-ci a même bondi de 20% entre 1995 et 2015.

Empreinte carbone et émission sur le territoire national en France pour les 3 principaux gaz à effet de serre CO₂, CH₄ et N₂O



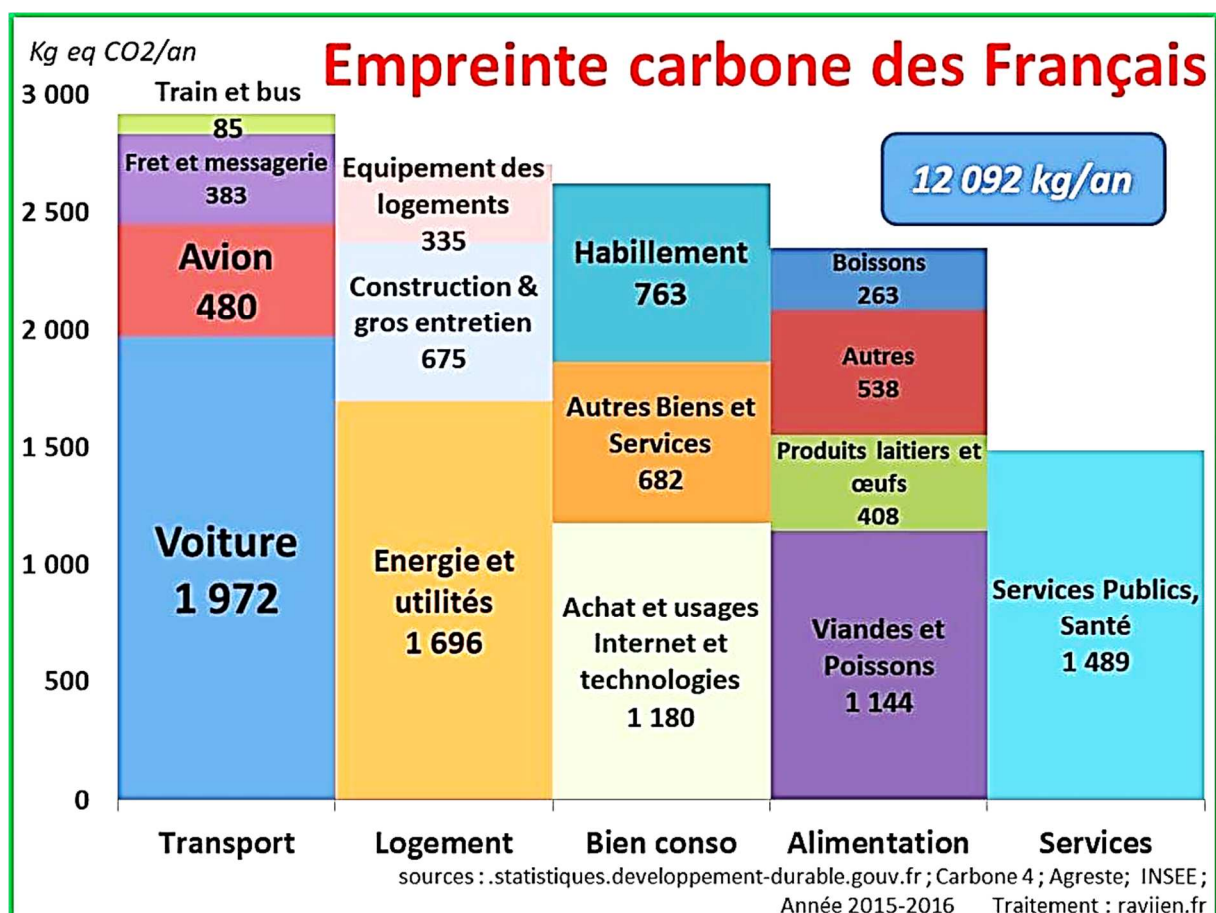
p : provisoire

e : estimation

Champ : France métropolitaine et Dom (périmètre Kyoto)

Source : Traitement SDES 2018 d'après CITEPA (inventaires NAMEA AIR 2016, SECETEN 2017), EUROSTAT, AIE, FAO, INSEE, DOUANES

En regardant le détail de l'empreinte carbone d'un Français moyen, illustré par rajiven.fr avec les chiffres de 2015-2016, on mesure l'impact réel sur le réchauffement climatique de ce mode de vie. Avion, habillement, biens de consommation ou encore usages numériques apparaissent comme autant d'activité émettrices de GES qui ne sont pas prises en compte dans le calcul du bilan carbone français.



Reste que le calcul de l'empreinte carbone n'est pas aisé. Prenons l'exemple de la métallurgie, une industrie qui consomme beaucoup d'électricité : si la France importe de l'acier depuis un pays où l'électricité est produite à partir de charbon, très émetteur de CO₂, l'empreinte carbone de cette importation sera plus importante que si l'acier vient d'un pays où l'électricité est produite à partir d'énergies renouvelables.

Cependant, dans la plupart des cas pour la France, importer plutôt que produire localement est néfaste pour l'empreinte carbone, l'électricité française étant peu "carbonée". "Dans la situation française, les importations qui viendraient en remplacement d'une production nationale dégradent généralement l'empreinte carbone. C'est notamment le cas si le produit importé est fabriqué dans une région où le mix énergétique est plus carboné, la réglementation en vigueur moins ambitieuse et les technologies utilisées plus émettrices", admet d'ailleurs le dernier projet de "Stratégie nationale bas carbone"(SNBC) française.

Le Haut conseil réclame une vraie prise en compte de l'empreinte carbone

La SNBC, qui fait office de feuille de route officielle pour que la France réduise ses émissions de GES, est cependant épinglée par le Haut conseil pour le climat. Dans son rapport, le HCC indique que les objectifs de la SNBC "ne couvrent pas toute la responsabilité de la France compte-tenu de l'importance de ses importations, qui s'ajoutent aux émissions nationales pour former l'empreinte carbone de la France". Et le HCC de réclamer des "objectifs concernant les transports internationaux, aériens et maritimes", ainsi que des "mesures supplémentaires et une stratégie pour réduire l'empreinte carbone de la France".

Et la route est longue. "Pour limiter l'augmentation des températures à + 2 °C, il faut viser dès les prochaines décennies une empreinte carbone à l'échelle mondiale de 2 tonnes de CO₂eq par personne", poursuit le rapport du HCC. Jusqu'ici, comme écrit précédemment, la France est restée bloquée à plus de 11 tonnes.